

Le Canada a présentement des troupes en Afghanistan parce qu'il s'y est engagé devant la communauté internationale.

Il y est en vertu d'un mandat des Nations Unies.

Il y est à l'invitation d'un gouvernement afghan démocratiquement élu avec 36 autres pays comme l'Australie, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni.

Les soldats, diplomates et travailleurs humanitaires canadiens sont en Afghanistan pour défendre les valeurs universelles que sont le respect des droits fondamentaux de la personne, tel que les Afghans l'ont eux-mêmes énoncés dans leur constitution.

Celle-ci réaffirme les vœux du peuple afghan pour : « la création d'une société civile sans oppression, atrocité, discrimination et violence de même que basée sur la primauté du droit, la justice sociale, la protection des droits humains, la dignité et qui assure les libertés et droits fondamentaux du peuple ».

D'ailleurs, le préambule de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 par l'ONU correspond parfaitement aux prémisses de la mission d'aujourd'hui en Afghanistan.

Il affirme que les états membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'ONU, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Et « qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement ».

Vous le savez, un débat est engagé sur la nature de notre mission dans la province de Kandahar après son échéance en 2009.

On entend aujourd'hui surtout des critiques de la part des partis d'opposition à Ottawa, ce qui est normal.

Cela aura peut-être fait oublier à plusieurs que c'est le précédent gouvernement libéral qui a lancé cette mission, et ce, sans obtenir l'approbation du Parlement. C'est notre gouvernement, sous la direction de Stephen Harper, qui a été le premier à soumettre cette question aux parlementaires en vue d'un vote à la Chambre des communes.

Cette mission reflète un large consensus politique au Canada et au Québec. Il y a des gens qui appuient la mission, et il y a des gens qui s'y opposent. Nous entendons maintenir notre engagement et nous allons travailler ferme pour faire en sorte que la population comprenne bien pourquoi nous sommes en Afghanistan.